



PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la  
protection des populations

**ARRETE**

portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

Service Prévention des risques  
environnementaux  
N°IC 2003/8512  
LS

Le Préfet des Côtes d'Armor,  
Officier de la Légion d'honneur

- VU le code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 modifié fixant les dispositions applicables aux puits et forages,
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation ou déclaration au titre du livre V du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 16 avril 2004 modifié relatif à l'exploitation par l'installation classée GAEC DENIS au lieu-dit « La ville Tanvez » à Plurien d'un élevage porcin de 2955 places animaux équivalents ;
- VU la demande présentée 30 décembre 2011 par l'installation classée GAEC DENIS D'EN BAS au lieu-dit « La Ville Tanvez » à Plurien et les avenants du 11 avril 2012, 6 novembre 2012 et 11 avril 2013 relative :

- la restructuration avec augmentation du cheptel porcin qui passe de 2955 places animaux équivalents à 3356 places animaux équivalents ;
- la construction d'un bâtiment de post-sevrage de 1150 places et d'une verraterie gestante aux normes bien-être, à moins de 100 mètres des tiers,
- la dérogation pour la poursuite d'un forage à moins de 35 mètres d'un bâtiment d'élevage .

**VU** l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2012 portant ouverture d'une enquête publique ;

**VU** l'enquête publique qui s'est déroulée du 7 août 2012 au 7 septembre 2012 et le registre d'enquête tenu à disposition du public pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations ;

**VU** la saisine des conseils municipaux de La Bouillie, Erquy, Frehel, Henanbihen, Plurien

**VU** la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer le 14 mai 2012 ;

**VU** la saisine du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile le 14 mai 2012 ;

**VU** la saisine de l'agence régionale de la santé le 14 mai 2012 ;

**VU** la saisine de l'avis de l'autorité environnementale le 14 mai 2012 ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées du 22 mai 2013 ;

**VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 31 mai 2013 ;

**CONSIDERANT** que la demande présentée prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que le projet du pétitionnaire a pour but, en application des directives sur le bien être animal, de réaménager les bâtiments pour 2013,

**CONSIDERANT** que les déjections seront traitées par le GIE DES CHENES,

**CONSIDERANT** les capacités de stockage satisfaisante sur l'exploitation,

**CONSIDERANT** que le pétitionnaire est en capacité de respecter l'équilibre de la fertilisation,

**CONSIDERANT** les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;

- A R R E T E -

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> -**

1.1- Le GAEC DENIS, ci-après dénommé l'éleveur, sis à PLURIEN au lieu dit «La Ville Tanvez», est autorisé à exploiter à cette adresse (section ZE parcelles 103 et 119), à moins de 35 mètres d'un forage existant sur l'installation, et à moins de 100m des tiers les plus proches conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 3356 places pour animaux équivalent (PAE) réparties comme suit :

- 66 places de maternité (348 PAE)
- 236 places de gestante-verraterie (1 104 PAE)
- 20 places de quarantaine-infirmerie (20 PAE)
- 2 200 places d'engraissement (2 600 PAE)
- 1150 places de post-sevrage (408 PAE)

1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en vigueur ainsi que les prescriptions ci-après.

## **ARTICLE 2 - Prescriptions particulières**

2.1. - Effectifs :

2.1.1. - L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 302 porcs reproducteurs (truies, verrats, cochettes), 2200 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 1150 porcelets sevrés de moins de 30 kg. Conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, la production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas excéder 7 029 animaux et la production annuelle de porcelets ne devra pas excéder 7200 animaux.

2.1.2 - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 270 porcs reproducteurs (truies, verrats, cochettes). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique...).

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.1.4 Un Bilan Réel Simplifié de la production des effluents de l'exploitation devra être transmise tous les ans aux services de la préfecture.

2.2. - Alimentation biphase :

2.2.1. - L'alimentation biphase, avec adjonction de phytases sera maintenue à compter de la date du présent arrêté. Concernant les porcheries à créer de 206 places de truies gestantes (Bâtiment n°9) et de 1150 places de post-sevrage (bâtiment n°10), l'alimentation biphase avec phytases sera mise en place dès la mise en service de ce bâtiment.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures, ..... ) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.3. - Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines sera mis en place aux abords du bâtiment d'élevage. Les plantations interviendront au plus tard dans un délai de 6 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

2.4. - Sécurité :

2.4.1. - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie EUROCLASSE D au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.4.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.4.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.4.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.4.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61

2.4.6. capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

2.4.7. - La mise en place d'un dispositif de rétention dans le local de stockage des hydrocarbures devra être réalisé dans un délai de 3 mois à compter de la signature de l'arrêté.

### **ARTICLE 3 - Prescriptions particulières concernant le devenir des lisiers**

3.1.- 96% des déjections produites sur l'installation soit 6447m<sup>3</sup> de lisier brut correspondant à 22589 unités d'azote et 13000 unités de phosphore seront prises en charge par le GIE DES CHENES dont le GAEC DENIS est membre.

3.2. - Pour les lisiers acheminés vers l'unité de traitement, un cahier d'enlèvement sera tenu à jour par l'éleveur avec la date et la quantité de lisier enlevé.

3.3. - En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de l'unité de traitement, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. L'inspecteur des installations classées sera immédiatement prévenu.

#### **ARTICLE 4 - Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits et lisiers bruts.**

4.1. - Les lisiers bruts porcins avant traitement seront stockés dans des fosses d'un volume total de 3448m<sup>3</sup> utiles.

4.2.- Compte tenu de la conformation de certaines parcelles épandables, le pétitionnaire prendra toutes les mesures nécessaires afin de permettre le respect des distances réglementaires lors de la réalisation de ces opérations.

4.3.- L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

#### **ARTICLE 5 - Prescription particulière concernant l'évacuation des déchets amiantés:**

L'exploitant devra respecter toutes les dispositions du livre V titre 4 du code de l'environnement concernant la gestion des déchets amiantés.

#### **ARTICLE 6 - Prescriptions particulières relatives aux forages existants :**

Le forage existant sur la parcelle ZE n°119 ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

Par dérogation à l'arrêté sus-cité, l'exploitant est autorisé à utiliser ces ouvrages sous réserve du strict respect, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté d'autorisation, des dispositions suivantes :

- un prélèvement d'eau provenant de ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;
- la protection en tête des forages doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;
- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête des forages ;
- les forages ne doivent pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires, ...) ;
- l'interconnexion avec le réseau public est interdite ;
- l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, les ouvrages seront abandonnés. Il seront comblés par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères.

L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.

**ARTICLE 7-** La résorption prise en compte pour l'exploitation sera de 20985 unités d'azote dont :

4964 UN par alimentation biphase

15187 UN par traitement et transfert

834 UN par cessation

**ARTICLE 8-**

L' arrêté préfectoral du 16 avril 2004 est abrogé.

**ARTICLE 9 -**

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

**ARTICLE 10 -**

Une copie du présent arrêté sera :

- déposée à la mairie de Plurien pour y être consulté,
- affichée à la mairie de Plurien pendant une durée minimum d'un mois,
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants,
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département

**ARTICLE 11 -**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – Contour de la Motte - 35044 Rennes CEDEX) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour les exploitants ;
- dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

## ARTICLE 12 -

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor, le maire de Plurien et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, aux maires de La Bouillie, Erquy, Fréhel, Henanbihen.

Saint-Brieuc, le 14 JUIN 2013

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général



Gérard Derouin